

Confus **DE CANARD**

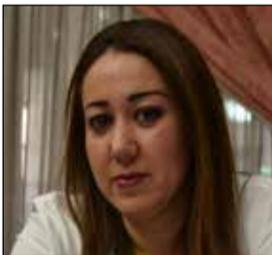
La force d'inertie ou l'énergie d'avenir... P2

Agressions sexuelles dans un collège privé de Casablanca

**Le serial violeur
préssumé est un
professeur de
français** P5



**Le ministre de la
Culture Prix dans une
drôle d'affaire** P3



**Nabila
Rmili, une
maire qui
se mouille**

**Siemens Gamesa c'est
du vent?** P5

Annulation du mariage Majorel-Sitel

**Pourquoi Moulay
Hafid Elalamy a
déclaré forfait**



Moulay Hafid Elalamy frustré... P9

Ressources pastorales de Souss-Massa

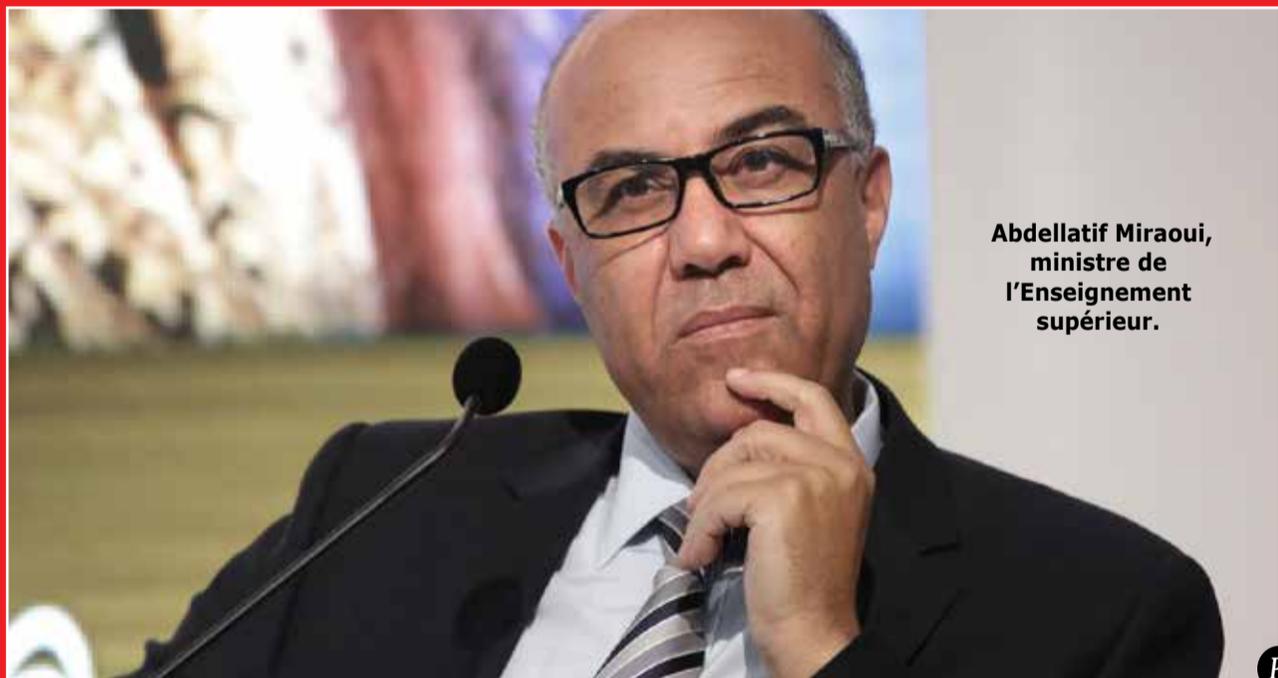
Ces nomades sahraouis qui envoient paître tout le monde...

Depuis quelques années, les villageois du Souss sont aux prises avec des mouvements de transhumance extérieurs issus des provinces du sud qui ont fait de leurs champs la principale source de pâturage pour des élevages principalement camelins... Les conflits entre les deux parties se multiplient et commencent à dégénérer. Explications...

P8

Les établissements de l'enseignement supérieur à filières accréditées dans la tourmente

Le nombre irrationnel de la faillite



Abdellatif Miraoui,
ministre de
l'Enseignement
supérieur.

P6

FERMETURE D'UNE LISINE ÉOLIENNE À TANGER

DÉSOLÉ, ON
N'A PLUS LE VENT
EN POUPE

VOTRE BUSINESS
C'EST DU VENT



Boudali

L'entretien - à peine- fictif
de la semaine

Leïla Benali



**Je roule à
l'énergie
facile...**

P11



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou

La force d'inertie ou l'énergie d'avenir...

Au Maroc, nous avons toujours le chic de consommer ce que le pays ne produit pas et qui de surcroît coûte très cher alors qu'il y a des articles manufacturés en pagaille que l'on peut usiner sur place. Pour peu que les décideurs arrêtent leur fabrique à parlotte roulant autant aux effets d'annonce qu'à l'autosatisfaction, et se donnent les moyens pour y arriver.

Prenez aussi l'exemple l'énergie, pétrole et gaz notamment, dont la facture est de plus en plus lourde, pouvant atteindre à la fin de cette année les 100 milliards de DH en raison du renchérissement du prix des combustibles pour les raisons que l'on sait. A ce rythme, l'indépendance énergétique nationale s'apparente à un vœu pieux ou un beau mirage en plein désert. La faute à qui ? Certainement à personne !

Pays non-producteur d'hydrocarbures doté en ressources solaires et éoliennes non négligeables, le Royaume a pris conscience de sa vulnérabilité à cause de sa dépendance très forte des énergies fossiles, d'où l'adoption dès 2009, sous l'impulsion royale, de la stratégie énergétique nationale. Objectif proclamé : augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique qui dépend encore largement des sources fossiles tout en érigeant l'efficacité énergétique en priorité nationale : réaliser une économie de 15% de sa consommation énergétique à l'horizon 2030.

La guerre en Ukraine et l'envolée spectaculaire des prix du pétrole et du gaz qu'elle a provoquée a eu comme conséquence directe de faire flamber les prix à la pompe au grand malheur des automobilistes, d'exercer une pression très forte sur la caisse de compensation et de menacer l'équilibre financier de l'ONEE... Si ce conflit ravageur, qui se déroule à plusieurs milliers de kilomètres du Maroc, a un quelconque mérite c'est d'avoir montré le principal défaut de la gouvernance nationale : l'incapacité de se projeter résolument dans l'avenir par l'accélération du rythme d'exécution des hautes résolutions du souverain (investissements dans les énergies renouvelables et priorisation de l'efficacité énergétique), qui dénotent un esprit visionnaire remarquable. Quand bien même le chemin aura été balisé, les objectifs tracés et les moyens financiers nécessaires mobilisés, le moteur de l'initiative, censé être incarné par l'exécutif et les collectivités territoriales pour concrétiser la vision royale, connaît des ratés...

A quoi en effet sert l'efficacité énergétique si elle ne se traduit pas concrètement dans la réalité de tous les jours ? La réalité de tous les jours c'est d'abord la mobilité (véhicules particu-

liers, transport en commun, ferroviaire...), le bâtiment (travaux d'isolation du toit, des murs, pompe à chaleur...) et le secteur industriel dont la décarbonation, qui offre de nouvelles opportunités intéressantes, est devenue une nécessité (une taxe carbone sera imposée aux frontières européennes sur les produits importés des pays tiers).

Parmi les missions de l'Agence marocaine pour l'efficacité énergétique (Amee) dont l'excellent travail en termes de réglementation et de labellisation gagne toutefois à mieux se faire connaître figure l'implémentation de la politique gouvernementale visant justement la réduction de la dépendance des énergies fossiles via la promotion de l'efficacité énergétique. Mais le dynamisme de l'agence dirigée par Saïd Mouline se heurte à l'absence d'une « politique gouvernementale » volontariste en vue d'encourager par un train de mesures tangibles et d'incitations diverses le recours des citoyens et des acteurs économiques aux énergies propres. Il faut reconnaître que l'exécutif est à la pointe dans ces domaines mais seulement au niveau de l'intitulé du ministère dédié à la Transition énergétique et au Développement durable. Sans plus. Comment peut-il en être autrement puisque sa titulaire, qui s'est vendue comme une experte mondiale en matière d'énergie, ne s'est exprimée jusqu'ici que sur le dossier du passé de la Samir, à l'occasion de la polémique sur la flambée des prix à la pompe, pour soutenir sans transition la chose et son contraire en l'espace de quelques semaines. Notre ministre n'a même pas été capable de faire de la décarbonation un élément de communication politique et tenir un discours sur les missions de son département a fortiori se mobiliser en faveur de l'entrée dans les mœurs marocaines du véhicule électrique, de la trottinette, de la décarbonation de l'industrie ou la promotion de l'économie circulaire ?

Notre ministre de la Transition énergétique n'a même pas été capable de faire de la décarbonation un élément de communication politique et tenir un discours sur les missions de son département a fortiori se mobiliser en faveur de l'entrée dans les mœurs marocaines du véhicule électrique, de la trottinette, de la décarbonation de l'industrie ou la promotion de l'économie circulaire ?

l'entrée dans les mœurs marocaines du véhicule électrique, de la trottinette, de la décarbonation de l'industrie ou la promotion de l'économie circulaire ?

Pourquoi se casser la tête pour agir dès maintenant puisque la fin de la vente des véhicules thermiques (essence et diesel) a été annoncée par l'Union européenne à partir de 2035. Au Maroc, où les ministres ont pris l'habitude de gérer des stratégies sectorielles Powerpoint avec des délais dépassant de très loin la durée de leur mandat, rien ne presse franchement ! 2035 c'est encore loin... On a encore du temps et la meilleure action publique à entreprendre c'est d'attendre d'être mis devant le fait accompli par les autres pour que la mobilité électrique et autres piliers de l'efficacité énergétique s'imposent d'eux-mêmes... Vive la force de l'inertie ! La vraie énergie d'avenir au Maroc !



Côté **BASSE-COUR**



STRESS HYDRIQUE : LE RATIONNEMENT DE L'EAU POTABLE DANS L'AIR ...



Le ministre de la Culture Prix dans une drôle d'affaire

Le tribunal administratif de Rabat a rendu récemment son verdict au sujet d'une affaire impliquant le ministre de la Culture, de la Jeunesse et de la Communication Mehdi Bensaïd. Celui-ci a été assigné en justice par 9 lauréats arrivés ex æquo lors du Prix Maroc du livre catégories Création amazighe, Traduction, Sciences humaines et Sciences sociales édition 2021 pour s'être faits retirés leur récompense par le ministre PAM suite à un courrier qu'ils lui ont adressé le 13 janvier, dans lequel ils exprimaient leur refus de partager la somme qui leur a été attribuée, lui demandant de verser à chacun l'intégralité de celle-ci. Réponse courroucée écrite du ministre où il dit « sa déception quant à la réduction des significations du prix à sa valeur matérielle ». Le jugement du tribunal administratif de Rabat a



Mehdi Bensaïd, ministre de la Culture, de la Jeunesse et de la Communication.

annulé la décision de M. Bensaïd sans pour autant donner raison aux plaignants sur leur revendication matérielle qui dénote chez eux une absence du sens du partage des miettes de la Culture...

Limogeage au ministère de la santé



El Mahjoub Ahdi, chef du service des approvisionnements.

Le lundi 19 septembre le ministre de la santé et de la protection sociale Khalid Ait Taleb, a limogé EL Mahjoub Ahdi, chef du service des approvisionnements au secrétariat général du ministère. Selon certaines sources, la décision du limogeage signée par le ministre est à mettre sur le compte de la restructuration des départements que le ministère s'apprête à lancer et n'a aucun lien avec les dysfonctionnements qui minent la division en question. L'intéressé perd son poste quatre ans après l'avoir décroché. Il le perd aujourd'hui pour avoir forcé sur la dose du dévouement professionnel ?

Humour et sarcasme au temps du Coronavirus (44)

Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage

« Chassez-nous à coups de pierres », voici une expression qui n'a pas beaucoup marqué les marocains parce qu'ils n'ont jamais vécu cette expérience surtout avec les politicards qui se donnent une légitimité pour les offenser et les insulter. Au final, ils ne font que se donner en spectacle comme toujours, histoire de se mettre en valeur, mais à quel prix ! Bienvenue dans le jeu politique le plus pourri du monde.

« Ces pauvres malades ... ». Quel ton accusateur ! C'est assez étonnant de constater que souvent nos politicards ont des positions incroyablement arrêtées ; ils s'autoproclament juges et sages et se donnent le droit de débiter des insanités indignes de leurs postes, le but étant de contrôler nos idées. Quand son excellence balance son diagnostic, il ne crie pas, mais il entre dans la peau d'un prêcheur et invoque Dieu. La politique et la religion... le fameux court-circuit qui risque de faire sauter les fusibles. Le comble du ridicule.

Insulter est l'arme des faibles ; c'est un peu comme ce gars qui, au lieu de vous parler en face, s'éloigne de vous et se met à vous cribler d'injures, comme s'il se sent déjà en sécurité ou immunisé. De la même manière, ces gens-là se croient invulnérables, tandis que vous, vous comptez pour du beurre fondu.

A chaque fois, on a l'impression que, pour ces politicards, nous insulter est une activité récréative. Ils nous font penser aux alcoolos qui picolent pour noyer leur chagrin, tandis qu'eux c'est pour camoufler et essayer leurs déboires et foirades. A vrai dire, leurs sottises sont le reflet de leurs angoisses et de leur incapacité à mieux communiquer. Les pauvres, ils se font rattraper par leurs mensonges.

Le jour où ce gouvernement tiendra ses promesses, il sera la 8ème merveille du monde. Nous savons tous qu'une attitude négative ne peut engendrer que des conséquences négatives. Tout ce qu'on retient des propos inglorieux des politicards, c'est que leurs talents d'orateurs sont piteusement grotesques. ▶

Lahcen Ouasmi, Mansouria, 28 juillet 2022, l.ouasmi@fbenmsik.ma

OUAHBI BALAIÉ D'UN REVERS DE LA MAIN LES RUMEURS SUR UN REMANIEMENT QUI LE FERAIT SORTIR DU GOUVERNEMENT ..

NORMAL QU'ON CHERCHE À ME NUIRE, MON INACTION POLITIQUE DÉRANGE



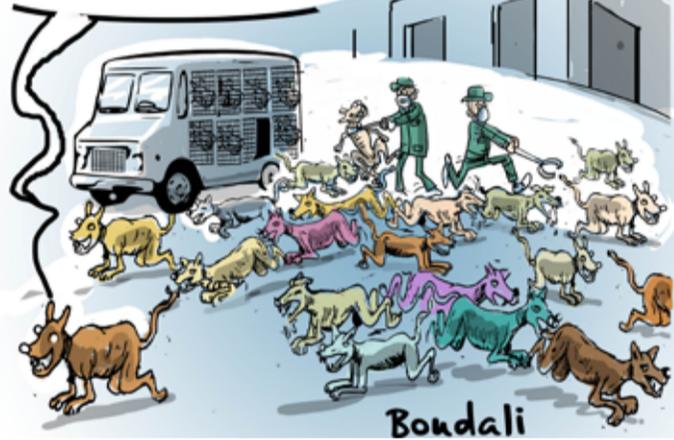


Côté BASSE-COUR



CERTAINES COMMUNES LANCENT DES CAMPAGNES DE CAPTURE DE CHIENS ERRANTS

TOUT LE MONDE NOUS TRAQUE, QUELLE CHIENNE DE VIE !



Premier semestre 2022

CIH Bank performe dans un contexte difficile

Malgré un contexte national et international contraignant, CIH Bank est parvenu à signer une performance remarquable au terme du premier semestre 2022. C'est ce qui ressort des résultats financiers dévoilés par le management de la banque jeudi 15 septembre à Casablanca.

Le bénéfice net s'est établi à 299 millions de DH contre 265 millions de DH à la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 13%. Pour sa part, le PNB s'est apprécié de 8,2%, à 1,5 milliard de DH grâce aux marges d'intérêt qui ont gagné quelque 10%.

Par ailleurs, les comptes consolidés montrent une réduction du coût du risque de crédit de l'ordre de 5,1%, à 209 millions de DH. Cette situation a rejailli positivement sur le résultat d'exploitation qui s'est enrichi de 16,4%, à 502 millions de DH. S'agissant du total bilan, il a enregistré une

hausse de 7 %, passant de 106,4 MMDH à fin 2021 à 113,4 MMDH en juin 2022. Les dépôts clientèle (une collecte nette de 2,3 MMDH) ne sont pas en reste. Ils ont progressé de +3,6% par rapport à décembre 2021. Côté filiales du groupe, elles se sont toutes bien comportées durant ce premier semestre 2022 avec une mention bien pour la banque participative Umnia Bank dont le PNB a progressé de 24,4%, ce qui augure de résultats encore meilleurs pour les exercices à venir. Au cours de ce semestre 2022, CIH Bank a lancé une série de produits notamment la banque Gratuite pour les seniors avec le « Code 60 » et le crédit immobilier destiné aux jeunes actifs «Code Sakane »...

CIH Bank performe également dans les activités, monétique et digitale où elle enregistre, en matière de transactions, de connexions et de cartes de paiement, des chiffres remarquables.

Chaabi LLD, une nouvelle vision qui tient la route

Filiale du groupe Banque Centrale Populaire (BCP), Chaabi LLD, spécialisée dans la location longue durée, a dévoilé mercredi 21 septembre 2022, à Casablanca, sa nouvelle identité visuelle.

Celle-ci a été construite autour d'un nouveau logo et d'une nouvelle signature de marque : « Ensemble pour une mobilité responsable ». S'exprimant à cette occasion devant un parterre de journalistes, le directeur général de l'entreprise Karim Mekki Berrada a expliqué le sens et les objectifs de cette transformation. « A travers cette nouvelle signature, nous souhaitons réaffirmer notre engagement vis-à-vis de l'environnement », a-t-il déclaré en ajoutant que cette nouvelle feuille de route est fondée sur les trois piliers du développement durable que sont : People, Planet, Profit (personnes, planète, profit). Avec ces trois P, Chaabi LLD entend s'adapter aux nouvelles mutations tout en renforçant son statut d'acteur de référence du secteur dans le respect de l'environnement et de la mobilité durable.

Beurgois GENTLEMAN

Ces humoristes qui ont présidé aux destinées de la Raie publique (15)

François Mitterrand, le baccalauréat en poche, s'installe dans la capitale et défile en février 1935 dans les manifestations contre « l'invasion métèque ». Dans L'Echo de Paris, il écrit : 8« Désormais, le quartier Latin est ce complexe de couleurs et de sons si désaccordés qu'on a l'impression de retrouver cette tour de Babel à laquelle nous ne voulions pas croire. ». François Mitterrand est décoré de la francisque par Philippe Pétain en tant que marque spéciale d'estime. Il s'est entouré, après la Libération, de personnages sulfureux, mouillés dans la collaboration. Le futur président socialiste de la Ve République a même continué à fréquenter d'anciens responsables de la Cagoule, cette organisation criminelle et fascisante démantelée en 1938. François Mitterrand éprouvait une réelle fascination pour René Bousquet, l'ancien secrétaire général de la police sous Vichy, impliqué dans la traque des juifs et des résistants, notamment dans la rafle du Vel' d'Hiv'. Valéry Giscard d'Estaing – VGE – est convaincu d'avoir battu François Mitterrand en 1974 grâce au débat télévisé (cf. Canard Libéré n°700). VGE s'est exprimé sur ce point dans ses Mémoires, Le Pouvoir et la Vie, et dans un entretien qu'il a accordé au Parisien le 26 avril 2012 : « Peut-on perdre une élection sur un débat ? Oui. François Mitterrand pensait y avoir perdu l'élection de 1974. Nous en avons parlé tous les deux par la suite, et il m'avait confié : "Votre phrase 'Vous n'avez pas le monopole du cœur' m'a déstabilisé, elle m'a coupé le souffle. Ce soir-là, j'ai perdu 3 millions d'électeurs." » Les éditorialistes retiennent une autre pique encore plus rude lancée par Giscard d'Estaing à son adversaire : « Vous êtes un homme du passé. ». La gauche entend vite oublier cet événement télévisé, ressenti comme une défaite de François Mitterrand. Ce dernier la reconnaît dans une chronique du 12 mai 1974, ajoutant : « J'écoutais, je regardais du fond d'un détachement intérieur dont j'ai mesuré par la suite l'imprudence. » Au-delà de la petite phrase, c'est l'ensemble du débat de 1974 qui doit être porté au débit du candidat de la gauche, comme le montrent ces quelques lignes de Jacques Attali, publiées dans le tome 1 de Verbatim : « Lundi 4 mai 1981. Robert Badinter, Serge Moati, Régis Debray et moi revoyons, consternés, le film du débat télévisé de 1974 pour préparer celui de demain. François Mitterrand l'avait perdu plus manifestement que nous ne l'avions mesuré à l'époque. » Bien sûr, François Mitterrand a été piqué au vif par ce débat qui a laissé chez lui des traces douloureuses, et pour de longues années. On le perçoit à la manière dont il prépare la nouvelle campagne de 1981, cette fois victorieuse, dans les petites phrases que lui-même cisèle. Plus particulièrement celle-ci, qu'il lance à Giscard dans un nouveau débat : « Vous ne voulez pas parler du passé, je le comprends bien, naturellement, et vous avez tendance à vouloir reprendre le refrain d'il y a sept ans, "l'homme du passé". C'est quand-même ennuyeux que dans l'intervalle vous soyez devenu vous, l'homme du passif. » François Mitterrand tient sa revanche, par une phrase assassine. « L'homme du passé » de 1974 l'a plus marqué que « le monopole du cœur » ... Le « cœur » ressurgit quand-même quelques années plus tard. En 1988 plus précisément, toujours à l'occasion d'une campagne présidentielle. Dans le débat qui l'oppose à Jacques Chirac, son challenger, qui lui reproche d'avoir augmenté la TVA sur les aliments pour les chats et les chiens, François Mitterrand déclare : « Vous n'avez pas le monopole du cœur pour les chiens et les chats, je les aime moi aussi. » Avec humour, voire autodérision, il revient sur la phrase de 1974. La boucle est bouclée... deux septennats plus tard ! ▶

Beurgois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Fatim-Zahra Ammor et les « tours » de mémoire...



Fatim-Zahra Ammor, ministre du Tourisme et de l'Artisanat.

La RNI ministre du Tourisme et de l'Artisanat Fatim-Zahra Ammor ne reconnaît pas les membres du Bureau politique du parti dont elle oublie jusqu'aux visages ! Le président de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma Omar Moro en a fait les frais en marge de la 4ème édition de l'université d'été du parti organisé à Agadir le 9 et 10 septembre. Dans le hall hôtel de la place où devaient les responsables du parti autour d'un verre de thé, la ministre n'a pas salué M. Moro qui en a pris ombrage, ne comprenant pas le geste de Madame tourisme du gouvernement alors qu'ils se sont retrouvés il n'y pas longtemps lors de réunions consacrés au tourisme à Tanger. « C'est le comportement d'une personne lunatique ou bipolaire », croit savoir une figure du rassemblement. Les tracasseries du tourisme national et les revendications incessantes des professionnels jamais rassasiés doivent lui jouer des « tours » de mémoire...



Côté BASSE-COUR



Abderrahim El Hafidi plaide à New York pour l'électrification propre



Abderrahim El Hafidi, directeur général de l'ONEE.

Le directeur général de l'ONEE Abderrahim El Hafidi, a présidé le 21 septembre 2022 à New York, en sa qualité de président du Conseil d'administration du Partenariat Mondial pour l'Electricité Durable (GSEP), la cérémonie de lancement du Strategic Open Dialogue On Electrification (SODE) et la signature de l'accord y afférent.

Cette initiative organisée par le GSEP, dont le Maroc assure la présidence du Conseil depuis 2020, en marge de la Semaine du Climat qui se tient à New York du 19 au 24 septembre 2022, vise à rassembler toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur du secteur électrique autour des défis à relever et définir un plan d'action pour promouvoir dans le cadre de la transition énergétique l'électrification à faible émission de carbone de l'industrie, du tertiaire et du résidentiel. Les participants à ce débat considèrent que l'électrification peut jouer le rôle vecteur de la décarbonation. Lors de son intervention, M. El Hafidi a mis en exergue l'évolution du modèle électrique au Maroc ainsi que les avancées réalisées grâce à l'intégration des énergies renouvelables, ce qui a permis de contribuer à la souveraineté énergétique nationale.

Futsal : Le Maroc champion Intercontinental



L'équipe nationale du Maroc de Futsal a remporté vendredi 16 septembre 2022 la Coupe Intercontinentale disputée à Bangkok après sa victoire face à l'Iran sur le score de 4 buts à 3 après prolongations.

Youssef Jaouad, auteur d'un doublé, Khalid Bouzid et Ismail Ouadouch ont été les signataires des buts de la victoire des Lions de l'Atlas. Les deux équipes se sont affrontées lors d'une première période de prolongation, durant laquelle les hommes de Hicham Dguig ont eu du mal à concrétiser les multiples occasions qu'ils se sont créées. Il aura fallu attendre la 2ème prolongation de l'extra time pour que l'équipe nationale finisse par triompher de son adversaire grâce à un formidable but de Youssef Jaouad.

Siemens Gamesa c'est du vent?

Le Maroc renoue avec les fermetures d'usines avec l'annonce jeudi 15 septembre de la fermeture de l'unité éolienne basée à Tanger appartenant à l'entreprise germano-espagnole Siemens Gamesa. Quelque 500 emplois sont ainsi supprimés. Ce qui a comme conséquence d'aggraver le chômage dans la zone nord.

Dans un communiqué, le management de la société explique sa décision, dictée par l'impératif d'amélioration de « son efficacité et de son efficacité », par « des pressions sur les prix et d'une augmentation exponentielle des coûts des matières premières et de la logistique » pour l'industrie éolienne. La condamnation de



L'usine Siemens de Tanger lors de son inauguration.

l'usine de Tanger fait également suite aux mesures de resserrement que l'entreprise a prises ces dernières années au Danemark, en Inde, en Espagne et aux États-Unis.

Inaugurée en octobre 2017 dans la zone franche de Tanger pour la fabrication de pales d'éolienne de 63 mètres de long, Siemens Gamesa a nécessité un investissement de

1,1 milliard de DH. Les dirigeants de l'entreprise ont toutefois annoncé leur intention de maintenir les activités de son siège à Casablanca et sur d'autres sites au Maroc dont la production est destinée au marché africain.

L'an dernier, Siemens Energy, principal actionnaire de Siemens Gamesa, avait annoncé la suppression de 7 800 emplois, dans le cadre d'une restructuration. Le groupe a également annoncé que d'ici 2025, un poste sur douze au sein de la société cotée sera supprimé. L'essentiel de la restructuration aura lieu en 2023. Siemens Gamesa avait « multiplié » les avertissements sur ses résultats financiers depuis 2020. Le vent commencerait-il à tourner ?

Agressions sexuelles dans un collège privé de Casablanca

Le serial violeur présumé est un professeur de français

Un dangereux pédophile a été interpellé récemment et placé en détention provisoire en attendant l'ouverture de son procès prévu en novembre devant la Cour d'appel de Casablanca. L'accusé, EL.ELM, qui se présente sur son compte Instagram comme un écrivain, est un professeur au collège dans un groupe scolaire privé situé sur Boulevard Ibnou Sina à Casablanca. L'enseignant est au centre de plusieurs affaires d'agressions sexuelles présumées sur plusieurs de ses étudiantes mineures âgées entre 13 et 16 ans. Pour le moment, seuls les parents de quatre filles-ont porté plainte- et les examens médicaux ont confirmé le viol- ont porté plainte- et la liste risque de s'allonger si ses victimes parviennent à surmonter le tabou et briser le silence. Car selon une source proche du dossier, ce prédateur "très gentil" à qui on donnerait le bon dieu sans confession sévissait depuis au moins 3 ans et prenait soin à choisir ses proies, notamment parmi les filles dont les parents sont divorcés pour éviter tout risque éventuel qu'il soit dénoncé. Circonstances aggravantes, parmi ses victimes figure une fille tombée enceinte après son viol et qu'il a obligé de se faire avorter.

Obsédé sexuel, EL.ELM attirait généralement les gamines de sa classe dans son appartement où il abusait d'elles soit en solo soit en réunion avec certains de ses collègues. Les enquêteurs sont à la recherche de ses complices qui sont soupçonnés d'avoir filmé les ébats sexuels à l'insu des filles et sans leur consentement. Ce qui laisserait penser que nous sommes face à un réseau criminel qui les monétise sur des sites amateurs dédiés.

Un enquêteur dépeint un monstre pervers aux pratiques sexuelles déviantes (sadomasochisme, fétichisme...) et qui forçait ses « partenaires » à boire de l'alcool pour qu'elles s'abandonnent complètement à ses désirs pervers.

Après l'éclatement de l'affaire et la plainte des parents des victimes auprès de la direction, cette dernière a tout tenté-y compris de les soudoyer- pour étouffer le scandale et préserver l'image de l'établissement...Mais l'affaire est jugée beaucoup plus grave à cause des crimes dont se serait rendu coupable l'enseignant pour qu'elle soit camouflée.

Le dossier, qui est toujours au stade de l'instruction, n'a pas livré tous ses secrets sordides. Affaire à suivre. ■

Nabila Rmili, une maire qui se mouille



Nabila Rmili.

Alors que le Maroc est confronté au stress hydrique dans un contexte d'inquiétude générale face au retard des pluies qui pourrait préfigurer, qu'à Dieu ne plaise,

une nouvelle année de sécheresse, la maire RNI de Casablanca n'a rien trouvé de mieux que de donner son accord à une décision qui ne coule pas de source : la relance de l'arrosage des espaces verts de la métropole à l'aide de l'eau potable ! Cette décision va à l'encontre du bon sens exprimé dans le contenu de la circulaire du ministre de l'Intérieur Abdelouafi Laftit d'août dernier recommandant aux walis et gouverneurs d'interdire cette pratique visant à économiser les ressources en eau. Nabila Rmili, qui semble vivre sur une autre planète, est contente d'avoir pris cette grande résolution après avoir, explique-t-elle en privé, été convaincue par les responsables de la Lydec que le recours à l'eau potable pour arroser les espaces publics a un impact insignifiant la consommation générale. Les Casablancais ont la chance d'avoir une maire qui se mouille, le sourire aux lèvres en prime. Ça s'arrose !



Le Maigret du CANARD



Les établissements de l'enseignement supérieur à filières accréditées dans la tourmente

Le nombre irrationnel de la faillite

Les incohérences de la loi 01.00 portant organisation de l'enseignement supérieur et certaines de ses conditions invraisemblables commencent à faire des dégâts dans les rangs des écoles privées à filières accréditées.

Jamil Manar

Ces derniers sont confrontés à un sérieux problème qui menace leur existence : la désinscription d'une partie de leurs étudiants, subsahariens et même marocains. Cette transhumance n'est pas due, comme on peut être tentés de le penser de prime abord, à une quelconque défaillance liée à la qualité de la formation dispensée. Loin de là, puisque l'obtention de l'accréditation de leurs filières enseignées de la part du ministère de tutelle après évaluation d'une commission dédiée est en soi une reconnaissance de la qualité sur les plans à la fois pédagogique, administratif et organisationnel. Un cran au-dessus des « filières accréditées », la loi 01.00 a prévu un statut supérieur, la reconnaissance de l'État. Il s'agit d'une espèce de label qui correspond à un « niveau de qualité élevée » curieusement lié au nombre d'étudiants inscrits, fixé à 300 minimum, que tout école privée de l'enseignement supérieur doit atteindre au bout de la troisième année d'activité si elle veut obtenir ce drôle de sésame administratif. Faute de quoi, pas de reconnaissance de l'État!

Avouez que ce critère manque pour le moins de bon sens car basé uniquement sur la quantité et non sur la qualité. Par quel subtil cheminement intellectuel, les auteurs de la loi 01.00 ont fixé le plafond à 300 ? Pourquoi 300 et

non pas 200, 450 ou 699 ?!!! Selon un patron d'un institut supérieur privé, le chiffre 300 cache une volonté de massification de l'enseignement privé (le chiffre de 300 passe à 1000 pour les universités payantes) qui n'est en rien un critère d'efficacité de la formation ou de performance. La reconnaissance de l'État comme marque aurait un sens si elle était corrélée, par exemple, au taux d'insertion des lauréats des établissements concernés dans le marché du travail qui est un indicateur significatif de la qualité du diplôme...Et puis, l'objectif n'étant pas in fine la lutte contre le chômage des jeunes diplômés qui ne cesse de grimper dans ce pays? (près 3 chômeurs sur 10 selon une note d'août 2022 du HCP) ?

Sauf à vouloir privilégier sciemment la quantité au détriment de la qualité, la condition des 300 est une aberration. « Le nombre d'inscrits dans une école a plutôt un rapport avec sa rentabilité, fait remarquer un expert éducatif. Il ajoute : « Pourquoi imposer des effectifs fixés à 300 aux écoles dont les patrons veulent appliquer une politique sélective » ? Un enseignant renchérit : « Certaines écoles opèrent sur un marché de formation de niches qui les empêche d'avoir des effectifs importants et il est injuste de les pénaliser par un argument lié au volume ».

Avouez que le chiffre de 300 est tiré par les cheveux. Il n'est porteur d'aucune utilité, sauf celle de privilégier les



Abdellatif Miraoui, ministre de l'Enseignement supérieur.

établissements d'enseignement privé dont la stratégie est de faire du chiffre (inscrire plus pour gagner plus) qui les qualifie à obtenir la reconnaissance de l'État. En plus, les dirigeants de ces établissements se servent de l'argument des effectifs pour dénigrer les écoles à filières accréditées en colportant une fausse allégation selon laquelle leurs diplômes n'ont pas d'équivalence à ceux délivrés par les établissements reconnus par l'État. Ce qui priverait les lauréats des écoles à filières accréditées d'accéder à la fonction publique.

Voilà comment une condition inconsciente, incarnée par ce nombre irrationnel, créée par la loi 01.00, installe une confusion dans les esprits des étudiants qui pour certains d'entre eux préfèrent de se désinscrire des écoles à filières accréditées et migrer vers les établissements concurrents possédant la reconnaissance de l'État.

Nous sommes bel et bien face à un argument discriminant qui pénalise gran-

dement une catégorie d'établissements d'enseignement privé, non pas sur la base de la qualité de la formation dispensée mais sur la base de la quantité d'étudiants inscrits au profit d'une autre catégorie qui organise directement ou indirectement le débauchage des étudiants des enseignes des filières accréditées.

Cette affaire des 300 étudiants minimum, synonyme de faillite pour les écoles qui ne justifient pas de ce chiffre magique, a donné lieu à certaines entourloupes. Pour atteindre le chiffre minimum requis et décrocher la reconnaissance de l'État, certaines écoles n'hésitent pas en effet à tricher en accordant des réductions substantielles sur les frais de scolarité. L'envers de décor de cette pratique ? Faire du chiffre sans être exigeant quant au niveau des étudiants en termes de prérequis et de connaissances. La Loi 01.00 est-elle une loi nulle ?

**CENTRES D'APPEL : LE PROJET DE FUSION
SHEL-MAJOREL TOMBE À L'EAU**

**COMMENT VOUS SENTEZ-VOUS APRÈS
L'ÉCHEC DE VOTRE PROJET DE MARIAGE?**



Corvée pour les présidents d'université...

« Les diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur privé reconnus par l'État, sont visés par le président de l'université désigné par voie réglementaire », stipule un article de la loi 01.00. Cette disposition pour le moins curieuse se traduit concrètement par l'obligation pour le président de l'université Hassan II à Casablanca, par exemple, d'apposer sa signature sur les diplômés délivrés chaque année par plusieurs dizaines d'établissements de l'enseignement privé opérant sur le territoire de la ville. Imaginez un peu l'ampleur de la charge de travail que cette tâche fastidieuse occasionne pour ce responsable qui supervise déjà une trentaine de facultés et qui doit avoir mieux à faire que de viser des montagnes de diplômes... Et puis à quoi rime l'obligation faite aux présidents des universités d'apposer leur visa sur des diplômés délivrés par des établissements de formation privés ? Qu'est-ce qu'ils ont à voir avec le secteur de l'enseignement payant ? Cette imprimatur serait-elle un gage de qualité de la formation dispensée ou une simple formalité qui ne mange pas de pain ou un exercice pour se dégourdir les mains ?



Le Maigret du CANARD



L'Algérie a vassalisé la Tunisie selon Le Monde

Pour le quotidien français Le Monde, la crise maroco-tunisienne est une « brouille qu'il faut surveiller de très près, car elle est inédite, ombre nouvelle sur les équilibres stratégiques d'un Maghreb à la stabilité déjà fragilisée par la fracture algéro-marocaine. La crise qui a éclaté, le 26 août, entre la Tunisie et le Maroc au sujet du Sahara occidental est, à l'évidence, vouée à durer, le royaume chérifien n'entendant pas si aisément passer l'éponge.»

Et le journal d'ajouter que « Le président tunisien, Kais Saïed, a franchi à ses yeux la ligne rouge des convenances diplomatiques en accordant un accueil digne d'un chef d'État à Brahim Ghali, le chef du Front Polisario, le mouvement indépendantiste du Sahara occidental, en conflit avec les forces marocaines. L'affront a été commis à l'aéroport de Tunis-Carthage, la veille de l'ouverture du sommet Japon-Union africaine, en rupture avec la tradition diplomatique du pays.

La Tunisie avait jusque-là opté pour la « neutralité » dans ce conflit sahraoui mettant aux prises Rabat et Alger, principal soutien du Front Polisario.

Le geste protocolaire de M. Saïed a été dénoncé comme une « attitude hostile » par Rabat, qui a aussitôt rappelé son ambassadeur en poste à Tunis – mesure à laquelle la Tunisie a répliqué en rappelant son propre représentant à Rabat. Depuis, les efforts d'apaisement ne semblent guère avoir abouti. Le courroux marocain se nourrit d'une conviction : l'incident de l'aéroport de Tunis-Carthage n'est pas un simple accident, mais découle d'un alignement

grandissant de la Tunisie sur une Algérie enhardie par l'envolée des cours des hydrocarbures, à l'heure de la guerre en Ukraine.

Le glissement est manifeste depuis l'élection du président tunisien en 2019, et plus particulièrement depuis son coup de force de juillet 2021, grâce auquel il s'était arrogé les pleins pouvoirs. M. Saïed s'est alors vite trouvé pris en étau entre l'axe formé par l'Égypte et les Émirats arabes unis (EAU), inspirateur probable de son offensive contre les islamistes du parti Ennahda, et une Algérie inquiète de voir son arrière-cour tunisienne investie par de nouveaux parrains. » Et Le Monde d'enfoncer le clou en soulignant la dépendance de Tunis de launte algérienne en rapportant le témoignage d'un ancien haut fonctionnaire tunisien :

« La Tunisie est pour l'Algérie ce que le Liban est pour la Syrie ».

« L'attention sourcilleuse que le régime d'Alger porte traditionnellement à Tunis a pris une dimension stratégique, presque vitale, au lendemain de la normalisation, en 2020, des relations entre le Maroc et Israël. L'Algérie s'est, en effet, sentie directement visée par ce nouvel axe aux allures d'alliance sécuritaire qui installait « le Mossad à [ses] frontières », selon un officiel algérien. D'où sa hantise de l'encerclement par l'ouest – le Maroc – et par l'est, où le chaos libyen offre un véhicule

au tandem égypto-émirati ayant, lui aussi, « normalisé » ses liens avec Israël. Dans cette configuration, la Tunisie était le maillon faible à neutraliser à tout prix. Au bord de la banqueroute, celle-ci a fini par accéder à certaines requêtes de l'Algérie, moyennant une précieuse assistance financière. » En fait, Kais Saïed a raté une occasion inestimable de devenir grand autrement que par la taille... »

OBSÈQUES D'ÉLISABETH II : POLITINE VEXÉ POUR NE PAS AVOIR ÉTÉ INVITÉ

PERSONNE NE PEUT M'ENTERRER AVANT L'HEURE....



Le Plaidoyer d'Akhannouch pour l'Afrique



Aziz Akhannouch devant l'assemblée générale de l'ONU.

Le débat général de la 77e Assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenue le 20 septembre à New York a été l'occasion pour le chef du gouvernement Aziz Akhannouch de faire entendre la voix du Royaume sur les grands défis de la planète. La vision du Maroc, maintes fois exprimée par le souverain dans diverses tribunes, s'articule autour de la promotion d'une coopération mondiale qui soit bénéfique pour l'Afrique et sa population. Les instruments idoines à mobiliser à cet effet, a indiqué M. Akhannouch, sont l'allègement du poids de la dette, la promotion de projets de développement. Le Premier ministre a rappelé à cet égard l'engagement royal fort et constant matérialisé par les nombreux déplacements du souverain dans plusieurs pays africains où il a lancé, dans le cadre de partenariats sincères, une série de projets structurants en faveur du développement durable, la sécurité alimentaire et la promotion du développement socio-économique. Tout en rappelant les potentialités considérables dont regorge le continent, M. Akhannouch a fait remarquer que ce dernier paie beaucoup plus que le reste de la planète un lourd tribut à la crise économique actuelle, provoquée par les mutations géostratégiques en cours. »

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

UNIVERSITÉ HAUTE-ALSACE

MASTER E-MARKETING ET RELATION CLIENT

DIPLÔME NATIONAL DE MASTER CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT

EN DOUBLE DIPLOMATION AVEC L'UNIVERSITÉ HAUTE-ALSACE

INSCRIPTIONS OUVERTES

Informations :
ESIG Casablanca

Lotiss. La Colline II, route de Nouasseur, Sidi Maïrouf Casablanca.
Tél 05 22 33 59 69/85 - 05 22 32 19 69. Portable : 0661 23 77 85.
Whatsapp : 0661 23 77 85. Courriel : orientation@esigmaroc.com
www.esigmaroc.ma

ESIG GROUPE
ÉCOLE SUPÉRIEURE INTERNATIONALE DE GESTION
apprendre pour entreprendre
DEPUIS 1985



Le Maigret du CANARD



Ressources pastorales de Souss-Massa

Ces nomades sahraouis qui envoient paître tout le monde...

Depuis quelques années, les villageois du Souss sont aux prises avec des mouvements de transhumance extérieurs issus des provinces du sud qui ont fait de leurs champs la principale source de pâturage pour des élevages principalement camélins... Les conflits entre les deux parties se multiplient et commencent à dégénérer. Explications...

Ahmed Zoubair

Les actes d'agression perpétrés pratiquement tous les jours par les nomades dans plusieurs villages du Souss se poursuivent de plus belle. Dans l'indifférence des autorités locales et gouvernementales. Dimanche 11 septembre, la tension est montée d'un cran après qu'un groupe de nomades originaire du Sahara a débarqué sans crier gare dans plusieurs villages de la région, Tafraout et la vallée d'Ammeln qui dépendent de la province de Tiznit. Le motif de ce débarquement en force des bergers ? Faire paître leurs troupeaux de bétail dans les terres des villageois sans leur autorisation. Ce qui provoque naturellement la colère de ces derniers face à ce qui relève d'une violation flagrante de propriétés privées. Lorsqu'ils défendent leurs terres, ils sont pris à partie par les « envahisseurs » qui agissent en terrains conquis. Ce dimanche, le scandale a pris une tournure plus violente que les fois précédentes puisque les groupements de nomades, selon les

habitants d'un village attaqué, se sont comportés en milices armées de matraques, pierres et couteaux, transportés dans des 4X4. Selon une source locale, les nomades ont fait appel à une logistique lourde et se sont organisés en bandes pour intimider les villageois qui s'empressent de les chasser à la première incursion.

Tension

Cette situation conflictuelle tourne systématiquement à des accrochages plus ou moins violents dont les séquences sont souvent immortalisées dans des vidéos postées sur les réseaux sociaux. Des deux côtés fusent invectives, menaces, jets de pierres. Ces scènes d'extrême tension sont devenues habituelles.

« Ces criminels sans foi ni loi, arrogants et méprisants, se permettent d'envahir nos champs et pâturages pour y faire paître leurs chameaux et chèvres au nom de l'on ne sait quelle loi et quand nous protestons contre ce comportement d'un autre âge ils manifestent leur mécontentement en nous agressant sauvagement »,



Les villageois du Souss victimes de pillage de leurs pâturages et d'actes d'agression...

s'emporte un jeune villageois qui dénonce en colère la passivité des autorités locales. Un homme d'un certain âge tout aussi énervé ajoute : « Non seulement ils pillent nos ressources naturelles mais s'en prennent physiquement à ceux qui osent se plaindre et défendre leurs terres ».

Ces incidents, devenus récurrents, ont donné lieu à une flopée de plaintes introduites par les victimes auprès des caïdats de la région. En vain. Devant cette indifférence que d'aucuns expliquent par le caractère sensible du sujet (le Sahara et ses tribus), une idée commence à faire son chemin dans les esprits : créer des comités et d'autodéfense et protéger leurs biens et communauté contre les pasteurs du Sahara. Ce désir de vouloir faire justice soi-même est porteur de dérapages et de troubles sociaux encore plus graves... « Personne n'est au-dessus des lois. L'impunité et l'injustice ça suffit », lance en pestant le chef d'une coopérative agricole.

Cette affaire de pâturage qui fait chauffer les esprits met en lumière un problème complexe vieux comme le monde : la gestion des espaces pastoraux et les conflits en relation avec l'exploitation des ressources naturelles. Le caractère désertique des

provinces du sud qui induit la raréfaction du couvert végétal et de l'eau pousse les éleveurs transhumants à s'aventurer au-delà de leurs zones tribales qui s'étendent de Oued Noun jusqu'à Oued Eddahab. Au nom de la liberté de circuler sur tout le territoire national, ils se déplacent tout au long de l'année en permanence avec leur cheptel qu'ils chargent dans des camions à la recherche de terres plus fertiles. Dans cette quête constante de pâturage, ils repoussent toujours les frontières en parcourant des centaines de kilomètres (Tiznit est distante de Laâyoune de 558 kilomètres et de 1071 km de Dakhla). Lors de la saison sèche caractérisée par le manque d'eau et de végétation, la caravane motorisée remonte généralement vers le nord (région de Souss-Massa) -elle lui arrive de pousser parfois jusqu'à El Haouz ou El Gharb - où les éleveurs laissent pacager leurs dromadaires, chèvres et brebis...

Les fourrages fournis par les pouvoirs publics aux pasteurs sahraouis étant jugés insuffisants, les terroirs villageois de ces régions notamment du Souss offrent pour les nomades sahraouis les seuls espaces pastoraux pour nourrir leur bétail. Mais ces derniers, soumis à une exploitation

LA JUSTICE INVALIDE LA DÉCISION DU MINISTRE DE LA CULTURE DE RETIRER LEURS PRIX, À 9 LAURÉATS DU PRIX DU LIVRE POUR AVOIR REFUSÉ DE SE PARTAGER LE MONTANT

QUEL VERDICT !

C'EST LE PRIX FORT !



ZAG



Le Maigret du CANARD



intensive aggravée par la rareté des pluies au cours de ces dernières années, ne présentent plus d'offre abondante y compris pour les populations sédentaires. D'où l'éclatement des conflits au grand jour, qui ne sont plus latents comme par le passé.

Victimes

Désormais, les querelles gagnent en intensité et risquent de se radicaliser encore plus à l'avenir devant la passivité des responsables et surtout l'absence d'une loi qui protège les terres des paysans sédentaires Soussis du pastoralisme sahraoui de plus en plus gourmand en pâturages (voir encadré). Car la transhumance en question a changé de dimension et ne présente plus le même profil classique de nomades dans son acception traditionnelle et vivrière. Selon un agriculteur de Tiznit, les paysans de sa région sont aux prises avec des « éleveurs pastoraux » pour ne pas dire des businessmen en élevage dont les troupeaux, destinés à la vente sur le marché local et national, vont bien au-delà de quelques dromadaires et chèvres. « Nous avons souvent affaire dans notre région, poursuit notre interlocuteur, à des élevages impliquant des centaines de têtes de ruminants ». Cette situation pose effectivement problème et fait des villageois du Souss les victimes d'une activité d'élevage qui a besoin de filières d'alimentation appropriées. « Les éleveurs n'ont qu'à mettre la main à la poche pour nourrir leur bétail », fait remarquer un membre d'une coopérative agricole à Tiznit. Pour le moment, aucune solution ne semble se dessiner à l'horizon en raison du caractère sensible du dossier...

Malgré quelques manifestations organisées à Casablanca et Rabat à l'appel de plusieurs associations amazighes pour dénoncer entre autres « injustices » le pastoralisme sauvage sur leurs terres. Une situation qui ne passe pas. Les Soussis, qui n'arrêtent pas de ruminer ce qu'ils qualifient d'agressions récurrentes, ont du mal à la digérer... ▶

Transhumance pastorale : La loi existe mais...

L'arrivée des éleveurs nomades est devenue une préoccupation majeure pour l'État et les autorités locales dans la région du Souss. Si pour les villageois le souci réside dans la dégradation des ressources agricoles, forestières et pastorales, pour l'État la question est devenue sensible en raison des troubles apportés à l'ordre public et les conséquences sur la paix sociale et la coexistence entre communautés. Face à l'urgence, l'État a promulgué en 2016 une loi relative à « la transhumance pastorale, la gestion et l'aménagement des espaces pastoraux » (loi n° 113.13)38. L'objectif de cette loi est de mettre en place un cadre juridique spécifique et approprié » pour remédier à la situation critique des terrains de parcours causée par l'activité d'élevage extensif. Elle est la première loi dans l'histoire du Maroc qui vise à encadrer juridiquement la transhumance pastorale. Il est à noter que parmi les objectifs de ladite loi la définition des « sanctions et pénalités afin d'éviter tout conflit à travers la responsabilité des parties notamment l'État, les collectivités territoriales et les bénéficiaires » et définir « les instances et organes chargés de la transhumance pastorale notamment à travers la mise en place des structures spécifiques chargées de la gestion du phénomène et les conflits qui en découlent ». L'État a reconnu les faits et les conséquences des pratiques pastorales sur les relations entre groupes : « la rareté et la dégradation continue des ressources pastorales dans les parcours traditionnels conjuguées à l'accroissement naturel des populations et les contraintes d'amélioration des conditions de vie et de développement de leurs activités ont accentué davantage le phénomène de transhumance des populations et de leur cheptel, ce qui a engendré dans certains cas des conflits sociaux importants, en plus des implications sur le plan social économique et environnemental ». La loi a aussi défini des aires de nomadismes. L'application de cette loi est conditionnée par un certain nombre de lois organiques, or, jusqu'à présent une seule loi organique de mise en application de cette loi est approuvée par le gouvernement (mars 2018), il reste encore 17 lois qui n'ont pas encore vu le jour, ce qui rend la mise en œuvre de cette loi compliquée dans l'immédiat (...).

Extrait de « Pastoralisme nomade et tensions sociales au Sud du Maroc » de Boubrik, Rahal, Revue Africaine des Sciences Humaines et Sociales. ▶

Annulation du mariage Majorel-Sitel

Pourquoi Moulay Hafid Elalamy a déclaré forfait

L'opération était annoncée comme le mariage de la décennie entre deux grands noms de la relation client, Sitel et Majorel. Mais la lune de miel n'aura duré que deux mois à peine...
Explications.



Moulay Hafid Elalamy frustré...

Le mastodonte de la relation client, censé peser un chiffre d'affaires 6 milliards d'euros à l'issue de cette fusion, ne verra pas le jour. Le deal a tourné court. Et pourtant, le communiqué commun rendu public le 22 juillet dernier par Sitel group (propriété de la famille Mulliez) et Majorel (propriété de l'allemand Bertelsmann et le Marocain Saham) annonçait « un accord fixant les principaux termes d'une potentielle fusion afin de créer un nouveau leader mondial de l'expérience client ».

Le communiqué laconique, publié lundi 19 septembre dans la soirée, sitôt les marchés financiers européens clôturés, fait état de l'annulation de la transaction en de « désaccords sur l'alignement de la stratégie financière ».

Mais pourquoi le mariage entre les deux tourtereaux des centres d'appel n'a pas été conclu. Qu'est-ce qui a été à l'origine de cette rupture brutale qui a fait que le mariage ne sera pas en fin de compte consommé ?

Il paraît que des désaccords de fond ont surgi lors de la période de négociation, à l'occasion de laquelle les partenaires ont exposé chacun les

comptes de leurs entreprises. C'est à ce moment-là qu'une « asymétrie financière de la capacité d'endettement entre les deux entreprises », est remontée à la surface, qui montre clairement que l'un des groupes serait fortement endetté et pas l'autre. L'entreprise endettée serait Sitel qui aurait contracté un crédit pour racheter en 2021 l'américain Skyes Enterprises, considéré comme le leader mondial de la gestion de l'expérience client. Mais ce n'est pas cet endettement à proprement parler qui serait à l'origine de l'annulation du projet de rapprochement mais le taux variable adopté et que le contexte de crise engendrée par la guerre en Ukraine a rendu très problématique. Comment ? En plombant les comptes de Sitel de plusieurs centaines de millions d'euros de taux d'intérêts supplémentaires. C'est ce point d'achoppement qui a freiné les ardeurs des négociateurs du groupe Majorel qui ne voulaient pas s'engager sur une fusion à haut risque, susceptible d'handicaper d'entrée de jeu le nouvel ensemble. Résultat : Les deux désormais ex-partenaires ont décidé de fermer la ligne... ▶



Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



.....
**Economiste,
 ancien
 ministre de
 l'Emploi et des
 Affaires sociales.**

QUELS CHOIX DE DÉVELOPPEMENT POUR LA DURABILITÉ ?

La présente chronique reprend les grandes lignes d'un exposé que nous avons présenté le 28 mai dernier lors d'un forum mondial de la jeunesse organisé par la jeunesse socialiste (organisation des jeunes du PPS) à Tanger et auquel ont assisté des jeunes venus de différents continents. Ce genre d'espace est idoine pour poser des questions sur les principaux défis qu'affronte l'humanité et les dangers réels et potentiels qui guettent son existence. Autant de problématiques qui se posent avec acuité à la fois aux peuples de la planète et aux acteurs de la vie politique et associative. Le constat d'abord. Il se résume dans une formule simple : le monde va mal. Il traverse une série de crises à tel point que personne ne pourrait envisager quelle en sera l'issue. C'est une crise multiforme dont les manifestations sont les suivantes :

- crise sanitaire due au covid-19 qui est loin d'être finie et maîtrisée. Puisque les mêmes causes produisent les mêmes effets, il n'est pas exclu d'assister à l'avenir à l'apparition d'autres pandémies beaucoup plus sévères et plus meurtrières ;

- crise économique profonde qui touche aux fondements de l'économie mondiale qui a connu une vague de mondialisation depuis notamment la fin de la deuxième guerre mondiale ;

- crise des institutions issues de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale, OMC) devenues inefficaces et inadaptées à l'évolution du monde ;

- crise des Nations-Unies et notamment du Conseil de Sécurité qui n'est plus représentatif de l'actuel rapport de forces suite à l'émergence de nouvelles puissances régionales en Asie, en Amérique Latine et en Afrique ;

- crise de la démocratie représentative faisant que le fossé entre le peuple, et notamment la jeunesse, et l'élite politique s'élargit de plus en plus. On parle de « fatigue démocratique ». Au point que certains pays se sentent fatigués avant même de tenter le processus démocratique !

- un monde constamment en guerre. A peine la deuxième guerre mondiale terminée, des conflits ont éclaté ici et là souvent initiés par les grandes puissances et le complexe militaro-industriel qui en est le grand gagnant. Ces guerres ont abouti à des désastres provoquant non seulement des pertes humaines incommensurables, mais le démantèlement des Etats entiers. La guerre qui se déroule actuellement entre la Russie et l'Ukraine, et qui risque de durer, ne sera certainement pas la dernière ;

- des problèmes environnementaux et écologiques mettant en péril l'humanité et le vivant d'une façon générale. Et si la situation actuelle persiste ou s'aggrave, comme le prévoient les différents rapports du GIEC, le monde va droit à la catastrophe. D'ores et déjà, les variations climatiques brutales que nous connaissons sont un signal d'alarme à prendre au sérieux ;

- des inégalités criantes et scandaleuses entre pays dits « développés » et pays dits « en voie de développement », couplées aux inégalités sociales au sein de chaque pays à tel point que dans certains cas, un pour cent de la population s'accapare plus de la moitié de la richesse nationale.

Ce sont là quelques traits marquants de la situation mondiale. La liste n'est pas forcément exhaustive et peut être élargie à souhait. Derrière un tel désastre, la responsabilité incombe en premier lieu au

capital financier international et au complexe militaro-industriel. Les peuples et les pays en voie de développement sont victimes de la domination coloniale et néocoloniale. Ainsi, l'impérialisme mondial a procédé au « pillage du tiers-monde » et à son appauvrissement. Qui plus est, le capital financier international, à travers son idéologie néo-libérale, a non seulement mis la main sur les richesses du monde, mais aussi sur les esprits des gens en contrôlant les médias, et en orientant la recherche scientifique et le savoir. Il n'hésite pas à faire et défaire les gouvernements, quitte à s'allier avec le diable !

Alors que durant la pandémie, la pauvreté et la précarité se sont partout aggravées et les faillites d'entreprises se sont multipliées, les sociétés du numérique, les GAFAM, (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) ont vu leur chiffre d'affaires et leur profit augmenter à un rythme sans précédent. Tout comme les laboratoires producteurs de vaccins anti-covid. Pfizer, à lui seul, a dégagé 70 MM\$ de bénéfices en une seule année !

Le complexe militaro-industriel n'est pas au reste. Il réalise, à son tour, des profits astronomiques dépassant tout entendement, et allant jusqu'à 1000% !! C'est pour cela que les guerres demeurent indispensables à la survie du capitalisme.

C'est un moyen de pallier la baisse tendancielle du taux du profit telle qu'elle a été étudiée par Marx et développée par les théoriciens de l'échange inégal. On imagine mal que le complexe militaro-industriel renoncera facilement à cette manne. Plus il en produit, plus il veille à déclencher des guerres pour élargir le marché. La loi de Baptiste Say, selon laquelle, « chaque offre crée sa propre demande », se vérifie parfaitement.

Dans une telle situation, seuls les peuples auraient intérêt à militer pour la paix et la concorde. C'est dire que les choix qui s'offrent à nous en matière de développement sont hélas limités. Nous n'avons d'autre choix que d'œuvrer de concert à la fois sur le plan national et mondial.

Au plan national, nous sommes appelés, chacun au niveau de son propre pays, à militer en faveur de l'instauration de l'Etat de droit et de la justice sociale en réalisant les trois équilibres fondamentaux : macro-économiques, macrosociaux et écologiques.

Au plan mondial, nous devrions faire preuve de solidarité à toute épreuve pour faire front contre le capital financier international et cultiver les valeurs de paix. Cette tâche incombe en premier lieu à la jeunesse mondiale.

C'est pour cela que la jeunesse est invitée à intégrer massivement la lutte démocratique qui passe en premier lieu par une lutte au niveau de la pensée et de l'idéologie afin de contrer la pensée néolibérale qui a « pollué » les esprits en réduisant l'être humain à un simple robot et en faisant une personne déconnectée de son réel à l'image de « Robinson Crusoe ».

En guise de conclusion, il n'est pas sans intérêt de rappeler cette citation de Jean Jaurès « un peu d'internationalisation éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisation y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'internationale, beaucoup de patriotisme y ramène ». ▀



Bec et ONGLES



LEÏLA BENALI

Ministre de la Transition énergétique et du Développement durable

Je roule à l'énergie facile...

Ministre de la Transition énergétique et du Développement durable, Leïla Benali, l'experte en papier dans le domaine de l'énergie qui a du mal à agir sur le réel, s'exprime sur les raisons de sa panne d'action...

Le porte-parole du gouvernement vient de faire une intervention sur la Samir d'où il ressort que l'entreprise est une affaire trop plombée (sur le plan à la fois technique et judiciaire) pour la remettre en marche...

Et alors ?

Souvenez-vous, vous avez assuré le 19 juillet dernier devant les députés que le gouvernement était en train d'examiner tous les scénarios techniques et économiques pour trouver une solution au problème de la Samir alors que quelques semaines auparavant vous aviez affirmé sur 2M que le Maroc n'avait pas besoin d'une raffinerie. La contradiction et la marche arrière sont-elles votre carburant de prédilection ?

Le dossier de la Samir, plombée par une gestion chaotique, c'est du n'importe quoi et c'est pour cette raison que j'ai tendance à me mêler les pinceaux en soutenant la chose et son contraire.

Quelle est votre position définitive, votre dernier mot, sur ce dossier ?

Vous voulez la vérité ? Aucune. Il faut arrêter de me prendre au sérieux sur le dossier des hydrocarbures surtout qu'il connaît en ce moment des hauts et des bas avec en fait plus de hauts que de bas. De toute façon, je me suis engagé de ne plus m'exprimer sur cette affaire qui sent le soufre pour éviter que je ne sois prise en défaut par les nihilistes désabusés...

Vous allez vous exprimer dorénavant sur quels sujets ?

Aucun. Par ces temps troublés et incertains, carburer au silence est mille fois mieux que de rouler au diesel du mensonge et du double langage. En un mot, j'ai décidé de freiner ma nonchalance en attendant que la route soit dégagée...

Vous allez peut-être bavarder sur la voiture électrique pour faire rattraper au Maroc son retard dans ce domaine...

La voiture électrique et les stations de recharge et tout ce qui va avec en termes d'incitation ce n'est pas ma tasse de thé... Et puis, je n'ai pas envie d'avoir des problèmes avec le lobby des hydrocarbures que l'adoption de l'électrique risque d'appauvrir. C'est pour cela que Je roule à l'énergie facile...

Je rappelle que vous êtes ministre chargée de la Transition énergétique et du Développement durable. Qu'avez-vous entrepris de concret jusqu'ici dans ces domaines ?

Transition énergétique et du Développement durable sont deux intitulés bidons qui ne veulent rien dire au Maroc où la réalité est plus complexe à changer. Un Maroc écologique qui a le souci de l'environnement, ce n'est pas pour demain...Malgré la flambée des prix, les énergies du passé ont encore de l'avenir...

MBS obtient la libération de 10 prisonniers en Russie dont le Marocain Saadoun

Le ministère saoudien des Affaires étrangères a indiqué que la médiation du prince héritier Mohammed ben Salmane s'est terminée par la libération de 10 prisonniers de nationalités européenne, américaine et marocaine détenus par la Russie.

C'est un communiqué publié le mercredi 21 septembre qui a annoncé cette bonne nouvelle présentée comme le fruit « des initiatives humanitaires face à la crise russo-ukrainienne, et grâce aux efforts continus du prince héritier avec les pays concernés. » Visiblement, MBS cherche à travers cette opération à redorer son image ternie par l'affaire de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi dans les locaux de l'ambassade de Riyad en Turquie.

Le communiqué précise que la libération comprend 10 prisonniers issus des États-Unis d'Amérique, de Grande-Bretagne, de Suède et de Croatie mais aussi du Maroc. Il s'agit du jeune maroco-ukrainien Brahim Saadoun, capturé juste après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.



Brahim Saadoun à sa descente d'un avion saoudien après sa libération.



Le MIGRATEUR



John Kerry met en garde contre les projets gaziers à long terme en Afrique

L'envoyé américain pour le climat, John Kerry, a mis en garde contre les investissements dans des projets gaziers à long terme en Afrique, alors que les pays de la région, dont certains espèrent exploiter les récentes découvertes de pétrole et de gaz, s'interrogent sur la manière d'alimenter leur développement avec des énergies propres.

« Nous ne disons pas non au gaz », a déclaré Kerry à Reuters en marge d'une conférence des ministres africains de l'environnement à Dakar, au Sénégal, jeudi 15 septembre.

« Ce que nous disons, c'est qu'au cours des prochaines années, le gaz remplace le charbon ou remplace le pétrole », a déclaré l'ancien secrétaire d'État et candidat démocrate à la présidence, ajoutant que le gaz peut être utilisé comme transition vers des sources d'énergie plus propres. Mais après 2030, il sera important de prendre en compte les émissions du gaz également, a ajouté M. Kerry. La poursuite du financement des projets pétroliers et gaziers en Afrique est devenue une question clé pour les pays, qu'ils prévoient de mettre en avant lors d'un sommet des Nations unies sur le climat en Égypte en novembre. Le Sénégal et d'autres pays de la région ont pour objectif de commencer à produire du pétrole et du gaz, ce qui, espèrent-ils, contribuera à stimuler leur production d'électricité,



John Kerry, à Dakar, le 15 septembre 2022. REUTERS/Christophe Van Der Perre.

à alimenter les industries et à réduire la pauvreté énergétique. Plus de 600 millions de personnes, soit 43% de la population africaine, n'ont pas accès à l'électricité, la plupart en Afrique subsaharienne, selon l'Agence internationale de l'énergie. Les pays africains font valoir qu'ils ont besoin d'investissements pour développer leurs ressources énergétiques, notamment le pétrole et le gaz, et que l'engagement pris l'an dernier par les pays développés, dont les États-Unis, de réduire les investissements dans les combustibles fossiles, était injuste. Selon M. Kerry, la question est maintenant de savoir comment aider les nations, qui ne représentent qu'une petite partie des émissions de carbone, à se développer sans commettre les mêmes erreurs que les autres, en leur permettant d'être aussi éco-

logiques que possible sans créer davantage de problèmes. Il a déclaré que la viabilité des projets gaziers à long terme pourrait devenir un problème au-delà de 2030, date à laquelle de nombreux pays développés se sont fixé pour objectif de passer à des énergies essentiellement renouvelables et de réduire les besoins en gaz. M. Kerry a déclaré que ces projets à long terme ne récupéreraient probablement pas leurs investissements dans les dix ans, ajoutant que certains pays parlent de projets dont la durée de vie peut atteindre 40 ans, ce qui n'est pas nécessaire. « Nous n'avons pas à nous précipiter pour revenir en arrière, nous devons être très prudents quant à la quantité exacte que nous allons déployer, à la manière dont elle sera payée, sur quelle période de temps et à la manière dont vous capturez les émissions. » a déclaré Kerry. Il a ajouté que les pays développés devaient intensifier leurs efforts et répondre à l'urgence d'aider les autres pays à s'adapter et à surmonter les obstacles initiaux liés au développement de systèmes d'énergie renouvelable. M. Kerry a indiqué que les États-Unis avaient engagé 12 milliards de dollars pour « l'adaptation et la résilience » et qu'ils travaillaient à la mise en place d'une nouvelle structure permettant d'attirer davantage de grands investisseurs disposant de milliards de dollars.

Le Pape désavoue à demi-mots Poutine

Aimer l'Ukraine peut être acceptable « si les conditions de moralité sont réunies », a estimé jeudi 15 septembre le pape François, qui a toutefois jugé nécessaire de « dialoguer » avec « tous » dans une allusion voilée à Moscou.

Interrogé au retour d'une visite de trois jours au Kazakhstan sur la nécessité de fournir des armes à Kiev, le souverain pontife a mis en avant la notion de « moralité ». « C'est une décision politique qui peut être morale, moralement acceptée, si les conditions de moralité sont réunies », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse dans l'avion le ramenant à Rome.

« Mais cela peut être immoral si cela se fait avec l'intention de provoquer plus de guerres ou de vendre plus d'armes, ou se débarrasser des armes qui ne servent plus. La motivation est ce qui qualifie en grande partie la moralité de cet acte », a-t-il ajouté.

« Se défendre est non seulement licite mais c'est aussi une expression d'amour de la patrie. Qui ne se défend pas, n'aime pas, mais qui défend, aime », a ajouté le chef de l'Église catholique, qui a multiplié les appels à la paix et condamné fermement l'industrie de l'armement.

Le pape a toutefois souligné la nécessité de dialoguer avec « tous », allusion implicite à la Russie avec laquelle le Saint-Siège s'efforce de maintenir une ouverture diplomatique depuis l'invasion de l'Ukraine. « Je crois qu'il est toujours difficile de comprendre le dialogue avec les États qui sont à l'origine de la guerre. C'est difficile, mais on ne doit pas l'écarter. Donner l'occasion de dialoguer à tous. A tous », a-t-il répété. « Je n'exclue pas le dialogue avec n'importe quel pays en guerre, même s'il est l'agresseur », a-t-il affirmé. « Parce que sinon, on fermerait l'unique porte raisonnable pour la paix ».

La Turquie veut rejoindre le club Moscou-Pékin

Tayyip Erdogan annonce que la Turquie veut rejoindre l'OCS, une première pour un membre de l'OTAN.

Le rais a déclaré qu'il visait l'adhésion à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) pour la Turquie, membre de l'OTAN, ont annoncé samedi le radiodiffuseur NTV et d'autres médias.

Le président turc s'exprimait devant des journalistes après avoir participé au sommet de l'OCS en Ouzbékistan avant de se rendre aux États-Unis.

« Nos relations avec ces pays vont passer à une position bien différente avec cette étape », a déclaré Erdogan.

« Lorsqu'on lui a demandé s'il voulait parler d'adhésion à l'OCS, Erdogan a répondu : « Bien sûr, c'est l'objectif ». La Turquie un membre important de l'OTAN, il aura du mal à convaincre Washington de son intention de rejoindre l'OCS à moins qu'il veuille s'en servir comme moyen de pression pour obtenir ce qu'il attend des États-Unis. La Turquie est actuellement un partenaire de dialogue de l'OCS, dont les membres sont la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan, l'Iran, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Au cours des discussions bilatérales du sommet, M. Erdogan s'est entretenu avec le président russe Vladimir Poutine. M. Erdogan a déclaré que la Turquie et la Russie avaient conclu un accord pour résoudre un différend concernant une centrale nucléaire en cours de construction à Akkuyu, dans le sud de la Turquie. NTV a rapporté qu'Erdogan avait déclaré que l'entrepreneur turc IC Ictas avait été réintégré dans le projet, confirmant les commentaires de deux sources à Reuters vendredi. Le mois dernier, la société nationale russe d'énergie nucléaire Rosatom, qui gère le projet, a mis fin à son contrat avec IC Ictas en raison de ce qu'elle a appelé « de nombreuses violations ». « Si Dieu le veut, nous serons en mesure de terminer et d'inaugurer la première unité (Akkuyu) en 2023 », a ajouté Erdogan.



Poutine et Erdogan à Sotchi, en Russie, le 5 août 2022. Sputnik/Vyacheslav Prokofyev/Pool via REUTERS.

le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumi
Ahmed Zoubair

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naib

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416





Can'Art et CULTURE



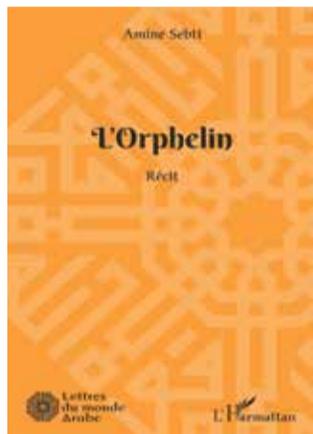
Amine Sebti signe un nouveau roman

« L'orphelin » est le quatrième livre de Amine Sebti. Vivant à Casablanca où il exerce comme consultant dans le domaine de la réassurance, en 2002 il a publié chez Le manuscrits Eds « Au nom du père », un roman de 186 pages. « Deux générations, celle du père et celle du fils, s'accompagnent chronologiquement dans une trame narrative, chacune dans son contexte historique et qui finissent par converger vers une seule certitude : au Maroc, rien n'est jamais acquis ! Les privilèges peuvent tourner, à la faveur de circonstances conjoncturelles comme le lait, en une seconde d'inattention. », Lit-on dans la présentation de cette fiction.

L'Orphelin est son quatrième ouvrage. Le roman de 288 pages vient de paraître chez L'Harmattan au début du mois courant.

« A travers le parcours personnel et professionnel d'Azzouz, orphelin de naissance et livré seul aux affres de la vie, se dessine une petite pérégrination temporelle dans ce Maroc fraîchement postcolonial, dans ce spot où la lutte des places scintillait de mille feux sous le factice soleil des indépendances. Cependant, la vie, par une sorte de mécanisme compensatoire, a offert à l'insu de l'orphelin plusieurs parrains. Fès, Milan, Rabat, Le Caire ou Casablanca furent les stations où Azzouz eut l'opportunité de vivre des jours historiques et de croiser ainsi des personnages aux noms à jamais gravés dans le marbre blanc de l'histoire non officielle du pays. Un style châtié et cru où l'on retrouve le jargon du métier d'assureur qui est celui de l'auteur.

Extrait en page 12 :



« Il colmata la petite hémorragie avec ce qu'il trouva comme chiffons et s'étendit le long de son corps sur une espèce de paillason qui le piquait de partout.

Comme pour expier quelque mal à la manière des pénitents du Moyen Âge, il s'enfonça dans la douleur assise, entre les poils lamelles de la natte très rugueuse ainsi que, le sang séché sur sa joue, je pense qu'à présent, Dieu me pardonnera.

Il pleura toutes les larmes de son corps, s'apitoyant sur lui comme il adorait le faire depuis un bon moment.

Il fallait bien que quelqu'un s'apitoie sur moi et à défaut de m'en trouver un, je me sers en premier.

Durant de longues minutes, personne ne songea à le rappeler ou à voir ce qu'il faisait.

Ils devaient certainement se dire que visiblement, la gifle faisait son effet et c'est tout ce qu'on lui demande, non ?

Puis Azzouz se plongea dans une sorte de convulsion mentale qui lui faisait emprunter des chemins encore inusités par son esprit.

Dieu dans Son ubiquité fait-Il semblant de ne pas me voir ?

Dieu dans Son omniscience, prévoyait-il une compensation pour perte de repères en tout genre après l'accident orphelin ?

N'a-t-il jamais envisagé une indemnisation après le sinistre orphelin.

La condition orpheline peut-elle générer une rente tirée sur une compensation divine ? (...) »

Le Festival du Film de Tanger honore cinq professionnels du cinéma

Après deux ans d'absence en raison du Covid-19, le coup d'envoi de la 22ème édition du Festival national du film (FNF) organisée par le Centre cinématographique marocain (CCM) et placée sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a été donné vendredi soir 16 septembre à Tanger. La cérémonie d'ouverture de cette édition, organisée jusqu'au 24 septembre, a été marquée par un hommage spécial rendu à feu Nouredine Saïl, qui énormément contribué au développement du 7e art marocain, africain et international.

Dans une allocution, le ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Mohamed Mehdi Bensaid n'a pas manqué de rendre hommage à feu Nouredine Saïl, l'une des figures emblématiques du cinéma marocain et à qui cette édition a été dédiée.



Les organisateurs ont aussi rendu hommage à la productrice Souad Lamriki et au réalisateur Mohamed Abderrahman Tazi, tout en commémorant une panoplie d'artistes et de réalisateurs décédés entre 2020 et 2022, dont Abdel Azim El Shennawy, Aziz Saadallah, Touria Jebrane, Aziz El Fadili, Hammadi Ammor et Ahmed Badouj, entre autres.

La cérémonie d'ouverture a connu la présentation des membres du jury des trois compétitions programmées pour cette édition, à savoir la compétition de longs-métrages de fiction, la compétition de courts-métrages et celle de longs-métrages documentaires.

En marge de cette 22ème édition du FNF, la 4ème édition de la « Semaine du film ivoirien au Maroc » a lieu concomitamment dans la ville du détroit (du 18 au 24 septembre 2022), et ce dans le cadre du renforcement de la coopération entre le Royaume et la Côte d'Ivoire, et en application des dispositions de l'accord de coproduction et d'échanges cinématographiques entre le CCM et l'Office national du cinéma de Côte d'Ivoire, signé en novembre 2011.

Nassim Gryech, un artiste à part expose à Rabat



Gryech est un artiste pas comme les autres. Trisomique, grâce à sa persévérance, son optimisme et son talent, il se fraie petit à petit un chemin dans le milieu artistique. Nassim qui a trouvé sa vocation dans l'art plastique expose à la Villa des Arts à Rabat jusqu'au 30 novembre sous l'intitulé « Lholm Dyali » (« Mon rêve »). Nassim dévoile une grande sensibilité. Le jeune artiste utilise les couleurs et les formes pour exprimer ses émotions sur toile. L'amour des codes couleur est inné chez lui. Nassim a manifesté depuis son jeune âge, sa passion pour l'art. Très jeune, il aidait sa mère dans la broderie, organisait les fils et les rangeait selon leurs couleurs. En 2011, il commence les cours de peinture.

La musique africaine fêtée à Rabat

Rabat accueille, du 22 au 24 septembre, une multitude d'artistes marocains et africains qui se produiront dans trois concerts sur la scène OLM Souissi.

Cet événement intervient dans le cadre des festivités organisées tout au long de l'année, sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, pour célébrer la proclamation de Rabat capitale de la culture africaine. Le public de Rabat a rendez-vous, le premier jour (22 septembre), avec les artistes marocains Snor et Manal Benchlikha, outre le Roi du Raï, Cheb Khaled, qui interprétera un florilège de ses chansons intemporelles, a indiqué le ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, dans un communiqué.

Le deuxième concert, du 23 septembre, sera marqué par des prestations du rappeur marocain qui cartonne, El Grande Toto, aux côtés de l'artiste nigériane Ayra Starr, en plus de la star congolaise Dadju dont les tubes sont connus du public marocain, a ajouté la même source.

La clôture de ces grands concerts de Rabat aura lieu le 24 septembre avec, au programme, la diva



marocaine Samira Saïd qui a fasciné le public marocain et arabe par des chansons qui ont connu un grand succès depuis des années. Y sont également attendus l'artiste malien Salif Keïta et le groupe marocain « Fnaïre », outre l'artiste marocain « Lartiste », indique-t-on. Le programme de festivités « Rabat capitale de la culture africaine » 2022, est organisé tout au long de l'année (juin 2022-mai 2023), et comprend des activités recouvrant les différents domaines de créativité et des arts.



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Les folles exigences de Charles III

D'anciens employés du roi Charles III tout juste proclamé, ont fait des confidences sur les exigences du fils d'Elizabeth II.

Le souci du détail. Alors qu'il vient de monter sur le trône, Charles III fait l'objet de tout un tas d'anecdotes sur ses petites manies. La semaine dernière, le New York Post s'est même amusé à compiler les plus loufoques d'entre elles, rapportées au fil du temps par le personnel du fils d'Elizabeth II.

Ainsi d'après ce qu'avait raconté Paul Burrell, l'ancien majordome de Lady Diana, une consigne imposerait que les lacets du père de William et Harry soient quotidiennement repassés, une autre que soit précisément étalé « deux centimètres de dentifrice sur sa brosse à dents ». Les exigences en passeraient aussi en ce qui concerne sa baignoire, qui doit être « à moitié remplie à une température tout juste tiède et la bonde doit être placée dans une certaine position ».

Des meubles, son lit et des photos le précéderaient également partout où il se rend. Et pour ne pas rompre avec ses habitudes alimentaires, des boîtes contenant ses petits-déjeuners avec « du pain fait maison, un bol de fruits frais, des jus de fruits pressés, six types de miel différents, un type spécial de muesli et ses fruits secs » seraient concoctés à l'avance pour être emportés eux aussi, prêts à être servis.

Se trompe de numéro et décroche le jackpot

A chaque fois, cet habitant du Finistère (France) jouait les dates de naissance de sa famille à l'EuroMillions. Fidèle à ses habitudes, il s'est rendu le 2 septembre dans un point de vente de la Française des Jeux à Guipavas pour jouer une grille à cinq euros. Mais ce jour-là, le joueur avait oublié ses lunettes et a coché la mauvaise date de naissance de son épouse, rapporte Le Télégramme. Une erreur qui lui a permis de tirer les cinq bons numéros et une étoile et de remporter la coquette somme de 193.666 euros. On imagine que Madame ne devrait pas lui tenir rigueur de cette erreur.

Au Liban pour récupérer son argent on braque sa banque

La capitale libanaise fait face à une série de braquages alors que les banques limitent les retraits. Mercredi 14 septembre matin, deux activistes ont braqué deux banques à Beyrouth. Ils sont repartis avec de l'argent qui se trouvait sur leurs propres comptes. Depuis 2019, le pays est en proie à une grave crise économique et politique. La livre libanaise a perdu 90 % de sa valeur et les banques limitent fortement les retraits, alors que des soupçons pèsent sur la responsabilité de la classe politique.

Pour payer des soins médicaux faramineux, et bientôt « pour se nourrir et survivre », « la solution facile c'est le braquage », déplore le professeur de géopolitique Alex Issa auprès de « 20 Minutes ». Maquillée, coiffée, le visage découvert... Rien ne permet de deviner que Sali Hafiz s'apprête à braquer une banque. La sienne, située dans le quartier Sodeco à Beyrouth. Le butin ? Son propre argent. Dans la rue, les passants ne sont pas étonnés par la scène. « Elle a bien raison », commente l'un d'eux. La séquence fait le tour des réseaux sociaux. Au même moment, mercredi matin, une autre banque du sud-est de la capitale est victime d'un braquage similaire.



Rigolard



*Alzheimer ou Parkinson

Un mec demande à son pote :

- Tu préfères avoir la maladie d'Alzheimer ou de Parkinson ?

Son pote lui répond :

- Je sais pas, tu préfères quoi toi ?

Et il lui dit :

- Moi je préfère Parkinson, parce qu'il vaut mieux renverser une goutte de Ricard que d'oublier de la boire...

*Jeune employé

Pendant l'été, un jeune homme s'est fait embaucher au supermarché du coin pour se faire de l'argent de poche. Au début de sa première journée, le directeur du magasin l'accueille avec une franche poignée de mains et un sourire, puis il lui donne un balai et dit :

« -Tu vas commencer par balayer toute l'entrée ».

« - Mais... j'ai quand même obtenu une licence à l'université ! », répond le gars indigné.

« -Oh, pardon, je n'étais pas au courant » répond le directeur.

« Allez, donne-moi le balai, je vais te montrer. »

*Examens pour devenir gendarme

Ça se passe dans la Corrèze. C'est le grand jour car le fils aîné d'une famille de fermiers va à la ville passer les examens pour devenir gendarme. II revient tout fier le soir :

- Papa, Papa j'ai été reçu, je suis gendarme. Le père :

-Vingt dieux faut fêter ça !, mais qu'est-ce

qu'ils t'ont demandé ?

- Ils m'ont demandé combien faisaient 3x7 et

J'ai répondu 20.

- Mais crénom d'une pipe 3x7 ça fait 21 !

- Peut-être papa, mais c'est moi qui étais le plus près du résultat.

*Trois fous passent un test avant la sortie

Trois fous passent un test avant la sortie de leur centre hospitalier.

- Combien font 3 fois 3 ?

Le premier répond :

- 648. II n'est pas guéri.

Le deuxième répond :

- Vendredi. Idem pour celui-là.

Le troisième répond :

- Cela fait neuf.

- Bien ! Tu es guéri ! Mais comment as-tu fait pour trouver ?

- C'est tout simple : j'ai divisé 648 par Vendredi !

*Contrôleur

Dans le train, le contrôleur dit à une vieille Dame :

- Votre billet est pour Bordeaux. Or ce train va à Nantes.

- Ca c'est ennuyeux, rumine la voyageuse.

Et ça arrive souvent au chauffeur de se tromper comme ça ?

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE REGARD

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma